



PONT DU BEVINCO

Biguglia (20)

Cas par Cas

Annexe facultative 1

Synthèse Réglementaire

27 mars 2023



AMÉTEN

80 avenue Jean Jaurès
38320 EYBENS

AMÉTEN – Antenne Atlantique

1 Chemin de Marticot
33610 CESTAS

SOMMAIRE

1	Contexte de la mission	3
2	Etudes réglementaires potentielles	4
2.1	Au titre du code de l'environnement.....	4
2.1.1	Evaluation environnementale	4
2.1.2	Dossier au titre de la loi sur l'eau	6
2.1.3	Evaluation simplifiée Natura 2000	7
2.1.4	Demande de dérogation à la destruction des espèces protégées (Dossier « CNPN »)...	9
2.1.5	L'autorisation environnementale.....	10
2.2	Compatibilité avec les Plans, Schémas ou Programmes.....	11
2.2.1	Le SDAGE Bassin de Corse	11
2.2.2	Le PGRI Bassin de Corse	12
2.2.3	Le SAGE de l'Etang de Biguglia	13
2.3	Au titre du code du patrimoine	13
3	SCHEMA DES DOSSIERS ET PROCEDURES CERTAINS ET POTENTIELS	14

1 CONTEXTE DE LA MISSION

La Mairie de Biguglia étudie la réalisation du projet d'aménagement de du Pont du Bevinco sur la commune de Biguglia.

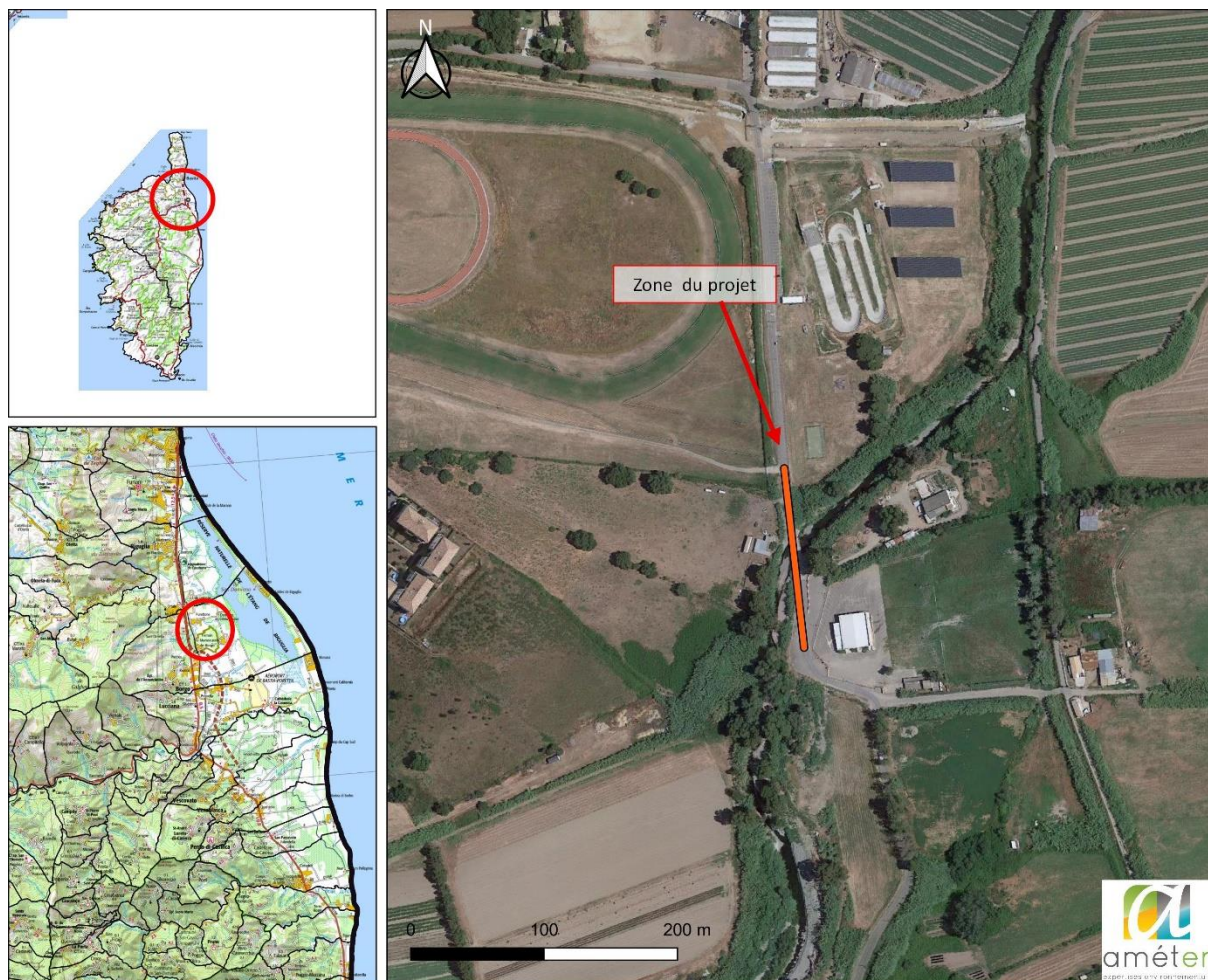


Figure 1 : Localisation de l'aménagement

2 ETUDES REGLEMENTAIRES POTENTIELLES

Afin d'appréhender les dossiers et les procédures potentiellement applicables à ce projet, une analyse juridique / réglementaire a été menée. La synthèse est présentée ci-dessous.

Le projet comprend un aménagement principal : aménagement d'un pont sur le cours d'eau du Bevinco.

2.1 AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Le code de l'environnement impose diverses études à réaliser dans le cadre d'un projet affectant l'environnement.

2.1.1 EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

L'évaluation environnementale est la procédure comprenant la réalisation d'une étude d'impact suivie d'une enquête publique au terme de laquelle l'autorité environnementale émet un avis sur le projet soumis. D'après le tableau annexé au R.122-2 du code de l'environnement qui récapitule les projets soumis à évaluation environnementale systématique ou à examen au cas par cas, le projet est visé par la rubrique 6. Infrastructures routières (les ponts, tunnels et tranchées couvertes supportant des infrastructures routières doivent être étudiés au titre de cette rubrique).

En effet, l'infrastructure actuelle va être démolie pour construire la nouvelle infrastructure. Dans ce cadre-là, même si une rubrique ne comporte pas dans son intitulé le mot « démolition », la Cour Européenne a jugé, dans une décision du 3 mars 2011, que la Directive 2011/92/UE (relative à l'évaluation environnementale) s'applique également aux travaux de démolition qui peuvent constituer un « projet » au sens de l'article 1§2 de celle-ci.

En complément, l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement dispose ainsi que « Pour les projets relevant d'un examen au cas par cas en application de l'article R. 122-2, le maître d'ouvrage décrit les caractéristiques de l'ensemble du projet, y compris les éventuels travaux de démolition ainsi que les incidences notables que son projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine. Il décrit également, le cas échéant, les mesures et les caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables de son projet sur l'environnement ou la santé humaine ».

Il paraît donc nécessaire de déposer un dossier d'examen au cas par cas pour faire part des caractéristiques de démolition de l'infrastructure actuelle et des caractéristiques du futur projet.

Catégories de projets	Projets soumis à évaluation environnementale	Projets soumis à examen au cas par cas
<p>6. Infrastructures routières (les ponts, tunnels et tranchées couvertes supportant des infrastructures routières doivent être étudiés au titre de cette rubrique).</p> <p>On entend par " route " une voie destinée à la circulation des véhicules à moteur, à l'exception des pistes cyclables, des voies vertes et des voies destinées aux engins d'exploitation et d'entretien des parcelles.</p>	a) Construction d'autoroutes et de voies rapides.	<p>a) Construction de routes classées dans le domaine public routier de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics de coopération intercommunale non mentionnées aux b) et c) de la colonne précédente.</p> <p>b) Construction d'autres voies non mentionnées au a) mobilisant des techniques de stabilisation des sols et d'une longueur supérieure à 3 km. En Guyane, ce seuil est porté à 30 km pour les projets d'itinéraires de desserte des bois et forêts mentionnés au premier alinéa de l'article L. 272-2 du code forestier, figurant dans le schéma pluriannuel de desserte forestière annexé au programme régional de la forêt et du bois mentionné à l'article L. 122-1 du code forestier et au 26° du I de l'article R. 122-17 du code de l'environnement.</p> <p>c) Construction de pistes cyclables et voies vertes de plus de 10 km.</p>
	b) Construction d'une route à quatre voies ou plus, élargissement d'une route existante à deux voies ou moins pour en faire une route à quatre voies ou plus, lorsque la nouvelle route ou la section de route alignée et/ ou élargie excède une longueur ininterrompue d'au moins 10 kilomètres.	
	c) Construction, élargissement d'une route par ajout d'au moins une voie, extension d'une route ou d'une section de route, lorsque la nouvelle route ou la section de route élargie ou étendue excède une longueur ininterrompue d'au moins 10 kilomètres.	

Tableau 1 : Classification du projet d'après l'article R.122-2 du code de l'environnement en vigueur depuis le 03 juillet 2022

L'ensemble du projet (démolition + reconstruction de l'infrastructure) sera soumis à la procédure d'examen au cas par cas.

Suite à cet examen, l'autorité environnementale statuera sur l'obligation de réaliser une évaluation environnementale ou non.

2.1.2 DOSSIER AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU

En vertu des textes réglementaires, relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'Environnement, en vigueur depuis le 01 mars 2023, le projet d'aménagement entre potentiellement sous la rubrique présentée ci-après.

Tableau 2 : Classification des projets soumis à la loi sur l'eau

Rubriques	Soumis à autorisation (A) ou déclaration (D)
3.1.1.0. Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant :	<p>1° Un obstacle à l'écoulement des crues (A) ;</p> <p>2° Un obstacle à la continuité écologique :</p> <p>a) Entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A) ;</p> <p>b) Entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (D).</p> <p>Au sens de la présente rubrique, la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments.</p>
3.1.2.0. Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau :	<p>1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) ;</p> <p>2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D).</p> <p>Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.</p>
3.1.5.0. Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole,	<p>1° Destruction de plus de 200 m² de frayères (A) ;</p> <p>2° Dans les autres cas (D).</p>

des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet :	
3.2.2.0. Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau :	<p>1° Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m² (A) ;</p> <p>2° Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m² et inférieure à 10 000 m² (D).</p> <p>Au sens de la présente rubrique, le lit majeur du cours d'eau est la zone naturellement inondable par la plus forte crue connue ou par la crue centennale si celle-ci est supérieure. La surface soustraite est la surface soustraite à l'expansion des crues du fait de l'existence de l'installation ou ouvrage, y compris la surface occupée par l'installation, l'ouvrage ou le remblai dans le lit majeur.</p>

A ce stade, la procédure de déclaration est pressentie. Les échanges avec les services de la DDTM permettront de valider le type de dossier et le type de procédure. En l'état actuel, et sous réserve de demande particulière des services de la DDTM, les rubriques pressenties comme applicables sont la rubrique 3.1.1.0 et la 3.1.2.0.

2.1.3 EVALUATION SIMPLIFIEE NATURA 2000

Ce dossier d'incidence sera intégré au dossier Loi sur l'eau.

■ *Analyse des effets sur les habitats et les espèces ayant justifié la désignation des sites*

Le contenu de l'évaluation d'incidences est variable en fonction de l'existence ou de l'absence d'incidence du projet sur un site Natura 2000. L'objet de l'évaluation d'incidences est de déterminer si le projet envisagé porte atteinte aux objectifs de conservation des habitats et espèces végétales et animales ayant justifié la désignation du site.

Le fait qu'une zone Natura 2000 se localise à proximité de la zone d'implantation du projet rend nécessaire la réalisation d'une étude d'incidences. Le projet concerné par les travaux se situe à proximité de quatre sites Natura 2000 : le Grand Herbier de la Côte, l'Etang de Biguglia, la Crête de Teghime – Poggio d'Oletta et la Massif du tenda – Forêt de Stella. Des effets indirects pourraient nécessiter une évaluation d'incidence Natura 2000.

Le dossier doit, *a minima*, être composé d'une **présentation simplifiée du projet**, d'une **carte** situant le projet par rapport aux périmètres des sites Natura 2000 les plus proches et d'un **exposé sommaire mais argumenté des incidences** que le projet d'activité est ou non susceptible de causer à un ou plusieurs sites Natura 2000. Cet exposé argumenté intègre nécessairement une description des

contraintes déjà présentes (autres activités humaines, enjeux écologiques...) sur la zone où devrait se dérouler le projet.

Dès lors que, par un raisonnement objectif et argumenté, il est possible d'écarter l'atteinte à Natura 2000, l'évaluation des incidences s'arrête, sous réserve que l'autorité décisionnaire se satisfasse des éléments présentés pour arriver à la conclusion de l'absence d'effet probable.

Les sites Natura 2000 identifiés sur le projet sont **le Grand Herbier de la Côte, l'Etang de Biguglia, la Crête de Teghime – Poggio d'Oletta et la Massif du tenda – Forêt de Stella. Des effets indirects pourraient nécessiter une évaluation d'incidence Natura 2000.** La présence de ces zones Natura 2000 sur le secteur d'étude rend nécessaire la rédaction d'une étude d'incidences.

■ *Evaluation des incidences*

S'il apparaît, en constituant le dossier préliminaire, que les objectifs de conservation d'un ou plusieurs sites sont susceptibles d'être affectés, le dossier est complété par :

- ✓ L'identification du ou des sites Natura 2000 pouvant être affectés en fonction de la nature et de l'importance de l'activité, de la localisation de l'activité, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, des caractéristiques des habitats et espèces des sites concernés... ;
- ✓ Une analyse des effets du projet sur le ou les sites : les incidences seront évaluées selon leur *nature* (direct/indirect, positif/négatif), leur *intensité* (fort, moyenne, faible), leur *durée* (temporaire/permanent) et leur *portée* (locale, régionale...). La phase de travaux sera clairement différenciée des autres phases.

Si à ce stade, l'analyse démontre l'absence d'atteinte aux objectifs de conservation du ou des sites concernés, l'évaluation est terminée.

■ *Mesures d'atténuation et de suppression des incidences*

Dans l'éventualité où l'analyse des effets montrent que le projet peut avoir des effets notables sur les espèces et habitats ayant justifié la désignation du site, des mesures de réduction et/ou de suppression des effets seront proposées pour les sites Natura 2000.

A cette fin, les principes de **mesures de réduction des incidences**, destinés à être mises en œuvre, seront proposés.

L'évaluation de l'efficacité des mesures de réduction et/ou de suppression des incidences du projet permettra de savoir si l'incidence du projet est significative ou non significative, ou bien en d'autres termes s'il y a des effets notables dommageables sur l'état de conservation des espèces et de leurs habitats associés.

Dans le cas où les mesures envisagées permettent de conclure à l'absence d'atteinte aux objectifs de conservation des sites, l'évaluation des incidences est achevée.

Dans la négative, l'autorité décisionnaire a l'obligation de s'opposer à sa réalisation. Toutefois, pour des raisons impératives d'intérêt public majeur, l'activité peut être réalisée sous certaines conditions.

2.1.4 DEMANDE DE DEROGATION A LA DESTRUCTION DES ESPECES PROTEGEES (DOSSIER « CNPN »)

Dans le cas où un projet conduit à impacter des espèces faunistiques ou floristiques protégées, un dossier de demande de dérogation à la destruction des espèces protégées est à préparer, au titre du L411-2, 4° du code de l'environnement est nécessaire.

Article L411-2, code de l'environnement

« I. – Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles sont fixées :

1° La liste limitative des habitats naturels, des espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées ainsi que des sites d'intérêt géologique, y compris des types de cavités souterraines, ainsi protégés ;

2° La durée et les modalités de mise en œuvre des interdictions prises en application du I de l'article L. 411-1 ;

3° La partie du territoire sur laquelle elles s'appliquent, qui peut comprendre le domaine public maritime, les eaux intérieures la mer territoriale, la zone économique exclusive et le plateau continental ;

4° La délivrance de dérogations aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1, à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante, pouvant être évaluée par une tierce expertise menée, à la demande de l'autorité compétente, par un organisme extérieur choisi en accord avec elle, aux frais du pétitionnaire, et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle :

a) Dans l'intérêt de la protection de la faune et de la flore sauvages et de la conservation des habitats naturels ;

b) Pour prévenir des dommages importants notamment aux cultures, à l'élevage, aux forêts, aux pêcheries, aux eaux et à d'autres formes de propriété ;

c) Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement ;

d) A des fins de recherche et d'éducation, de repeuplement et de réintroduction de ces espèces et pour des opérations de reproduction nécessaires à ces fins, y compris la propagation artificielle des plantes ;

e) Pour permettre, dans des conditions strictement contrôlées, d'une manière sélective et dans une mesure limitée, la prise ou la détention d'un nombre limité et spécifié de certains spécimens.

5° La réglementation de la recherche, de la poursuite et de l'approche, en vue de la prise de vues ou de son, et notamment de la chasse photographique des animaux de toutes espèces et les zones dans lesquelles s'applique cette réglementation, ainsi que des espèces protégées en dehors de ces zones ;

6° Les règles que doivent respecter les établissements autorisés à détenir ou élever hors du milieu naturel des spécimens d'espèces mentionnés au 1° ou au 2° du I de l'article L. 411-1 à des fins de conservation et de reproduction de ces espèces ;

7° Les mesures conservatoires propres à éviter l'altération, la dégradation ou la destruction des sites d'intérêt géologique mentionnés au 1° et la délivrance des autorisations exceptionnelles de prélèvement de fossiles, minéraux et concrétions à des fins scientifiques ou d'enseignement.

II. – Un décret en Conseil d'Etat détermine également les conditions dans lesquelles, lorsque l'évolution des habitats d'une espèce protégée au titre de l'article L. 411-1 est de nature à compromettre le maintien dans un état de conservation favorable d'une population de cette espèce, l'autorité administrative peut :

1° Délimiter des zones où il est nécessaire de maintenir ou de restaurer ces habitats ;

2° Etablir, selon la procédure prévue à l'article L. 114-1 du code rural et de la pêche maritime, un programme d'actions visant à restaurer, à préserver, à gérer et à mettre en valeur de façon durable les zones définies au 1° du présent II ;

3° Décider, à l'expiration d'un délai qui peut être réduit compte tenu des résultats de la mise en œuvre du programme mentionné au 2° au regard des objectifs fixés, de rendre obligatoires certaines pratiques agricoles favorables à l'espèce considérée ou à ses habitats. Ces pratiques peuvent bénéficier d'aides lorsqu'elles induisent des surcoûts ou des pertes de revenus lors de leur mise en œuvre.

III. – Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions et les modalités selon lesquelles est instauré un système de contrôle des captures et des mises à mort accidentelles des espèces animales énumérées au a de l'annexe IV à la directive 92/43/ CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages. »

Afin d'apprécier les principaux enjeux environnementaux et en particulier ceux relatifs aux espèces protégées, une recherche bibliographique des enjeux locaux a été effectuée (cf. Note de synthèse environnement).

Après cadrage de la DREAL, si ce dossier CNPN s'avérait nécessaire, il pourra être établi, compte tenu des autres procédures développées dans cette note, sous la forme d'un dossier d'autorisation unique environnementale.

2.1.5 L'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Après cadrage du service instructeur, le projet d'aménagement pourrait entrer dans le champ d'application de L'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE, dispositif entré en vigueur en janvier 2017.

Il regroupe désormais plusieurs dossiers en un seul les incluant tous et faisant l'objet d'une procédure d'instruction unique :

- L'évaluation environnementale avec l'étude d'impact (si exigée par l'autorité environnementale) ;

- Le dossier d'autorisation au titre de la loi sur l'eau (si exigé par le service instructeur) ;
- Le dossier dit CNPN si des espèces protégées sont impactés par le projet.

Dans le cas où une étude d'impact est exigée par l'autorité environnementale, une procédure unique regroupant l'ensemble de ces dossiers sera à suivre.

2.2 COMPATIBILITE AVEC LES PLANS, SCHEMAS OU PROGRAMMES

2.2.1 LE SDAGE BASSIN DE CORSE

Le projet est situé au sein du périmètre du SDAGE Bassin de Corse 2022-2027.

Le SDAGE Corse 2022-2027 a été approuvé par l'Assemblée de Corse le 17 décembre 2021.

Le SDAGE Corse 2022-2027 a été adopté par le comité de bassin, lors de sa séance du 3 décembre 2021. Le programme de mesures associées a reçu un avis favorable.

Le SDAGE 2022-2027 et son programme de mesures ont été arrêtés par le Préfet coordinateur de bassin le 23 février 2022 et sont entrés en vigueur le 16 février 2022 consécutivement à la publication de l'arrêté au Journal officiel de la République française.

Ils fixent la stratégie 2022-2027 du bassin Corse pour l'atteinte du bon état des milieux aquatiques ainsi que les actions à mener pour atteindre cet objectif.

Le SDAGE est composé de cinq grandes orientations fondamentales :

- ✓ **OF n°0 : Anticiper et s'adapter au changement climatique**
- ✓ **OF n°1 : Assurer l'équilibre quantitatif de la ressource en eau en anticipant les conséquences du changement climatique, les besoins de développement et d'équipement**
- ✓ **OF n°2 : Lutter contre les pollutions en renforçant la maîtrise des risques pour la santé**
 - **OF 2A : Poursuivre la lutte contre la pollution**
 - **OF 2B : Evaluer, prévenir, maîtriser les risques pour la santé humaine**
- ✓ **OF n°3 : Préserver et restaurer les milieux aquatiques, humides et littoraux en respectant leur fonctionnement**
 - **OF 3A : Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et littoraux**
 - **OF 3B : Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau**
 - **OF 3C : Préserver, restaurer et gérer les zones humides pour garantir leurs fonctions et les services rendus**
 - **OF 3D : Préserver et restaurer les écosystèmes littoraux et marins**
- ✓ **OF n°4 : Conforter la gouvernance pour assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion durable de l'eau**
- ✓ **OF n°5 : Réduire les risques d'inondation en s'appuyant sur le fonctionnement naturel des milieux aquatiques**

Le projet semble être concerné par plusieurs Orientations Fondamentales du SDAGE. Sa compatibilité sera étudiée dans le cadre du Dossier Loi sur l'Eau.

2.2.2 LE PGRI BASSIN DE CORSE

Le projet est situé dans le périmètre du Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) 2022-2027 du bassin de Corse.

Le PGRI Corse 2022-2027 a été approuvé le 1er mars 2022.

Etant un document de planification, ce document a pour enjeu principal de consolider le socle fondamental pour le bassin de Corse, en renforçant son opérationnalité et son applicabilité. Dès lors, il est en mesure d'orienter et fixer des objectifs à atteindre, grâce à des dispositions précises à mettre en œuvre, d'assurer la cohérence et fédérer les différents plans de prévention des risques inondation existants. Ces derniers visent à réduire les conséquences négatives des inondations pour la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'activité économique sur le bassin. Le PGRI est le document de référence du bassin en matière de gestion du risque d'inondation.

Le PGRI Corse 2022-2027 a défini six objectifs de gestion de risques inondation pour le bassin :

Prendre en compte les connaissances actuelles en matière de zones inondables (PPRI, cartographies géomorphologiques (AZI), zones d'écoulement, cartes d'aléas hors PPRI), les actualiser s'il y a lieu et développer la connaissance en matière de zones littorales submersibles

- ✓ **Objectif n°1 : Mieux connaître pour agir**
 - **1-1 : Prendre en compte les connaissances actuelles en matière de zones inondables (PPRI, cartographies géomorphologiques (AZI), zones d'écoulement, cartes d'aléas hors PPRI), les actualiser s'il y a lieu et développer la connaissance en matière de zones littorales submersibles**
 - **1-2 : Optimiser la valorisation de la connaissance**
- ✓ **Objectif n°2 : Prévenir et ne pas accroître le risque**
 - **2-1 : Elaborer des Plans de Prévention des Risques**
 - **2-2 : Ne pas créer de nouveaux enjeux et adapter ceux existants dans les zones d'aléa fort et les emprises géomorphologiques**
- ✓ **Objectif n°3 : Réduire la vulnérabilité**
- ✓ **Objectif n°4 : Mieux préparer la gestion de crise**
 - **4-1 : Développer les démarches d'accompagnement des élus pour les préparer à la gestion de crise**
 - **4-2 : Se mettre en situation de gérer des crises**
 - **4-3 : Mettre en place un service de prévision des crues**
- ✓ **Objectif n°5 : Réduire les risques d'inondation à l'échelle du bassin versant en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques**
- ✓ **Objectif n°6 : Suivre l'avancement des actions**

Le projet semble être concerné par plusieurs objectifs de gestion du PGRI. Sa compatibilité sera analysée dans le cadre du Dossier Loi sur l'Eau.

2.2.3 LE SAGE DE L'ETANG DE BIGUGLIA

Le projet d'aménagement est situé au sein du périmètre du SAGE de l'Etang de Biguglia, qui couvre 1450 ha. Cet outil de planification locale concerne 7 communes. Le SAGE a été approuvé le 24 avril 2014.

Le SAGE de l'Etang de Biguglia est structuré autour de 5 volets qui correspondent aux grandes catégories d'enjeux du territoire :

- Objectif n°1 : Lutter contre toutes les pollutions, notamment diffuses, pouvant impacter le bon état des milieux aquatiques de la plus grande zone humide de Corse abritant la plus grande zone d'activités : ruisseaux, rivières, nappes, canaux, étang, zones humides et milieu marin ;
- Objectif n°2 : Préserver les milieux aquatiques dont les zones humides en favorisant notamment une gestion durable des ressources en eau et en préservant les équilibres quantitatifs ;
- Objectif n°3 : Préserver ou restaurer la continuité écologique des différents milieux aquatiques ;
- Objectif n°4 : Favoriser les échanges d'eaux douce et salée pour maintenir un équilibre quantitatif et préserver la biodiversité ;
- Objectif n°5 : Rendre perceptibles aux usagers du bassin versant la qualité patrimoniale, la richesse écologique et la fragilité des milieux naturels et humides associés à l'Etang de Biguglia.

Le projet est concerné par plusieurs objectifs du SAGE de l'Etang de Biguglia. La compatibilité du projet avec le SAGE sera argumentée dans le cadre du Dossier Loi sur l'Eau.

2.3 AU TITRE DU CODE DU PATRIMOINE

Le projet d'aménagement relève de la procédure archéologie préventive.

Il ne sera pas nécessaire de déposer un dossier d'autosaisine et le projet ne sera pas soumis à archéologie préventive dans la mesure où les démarches auprès des services compétents ont été déjà réalisées.

3 SCHEMA DES DOSSIERS ET PROCEDURES CERTAINS ET POTENTIELS

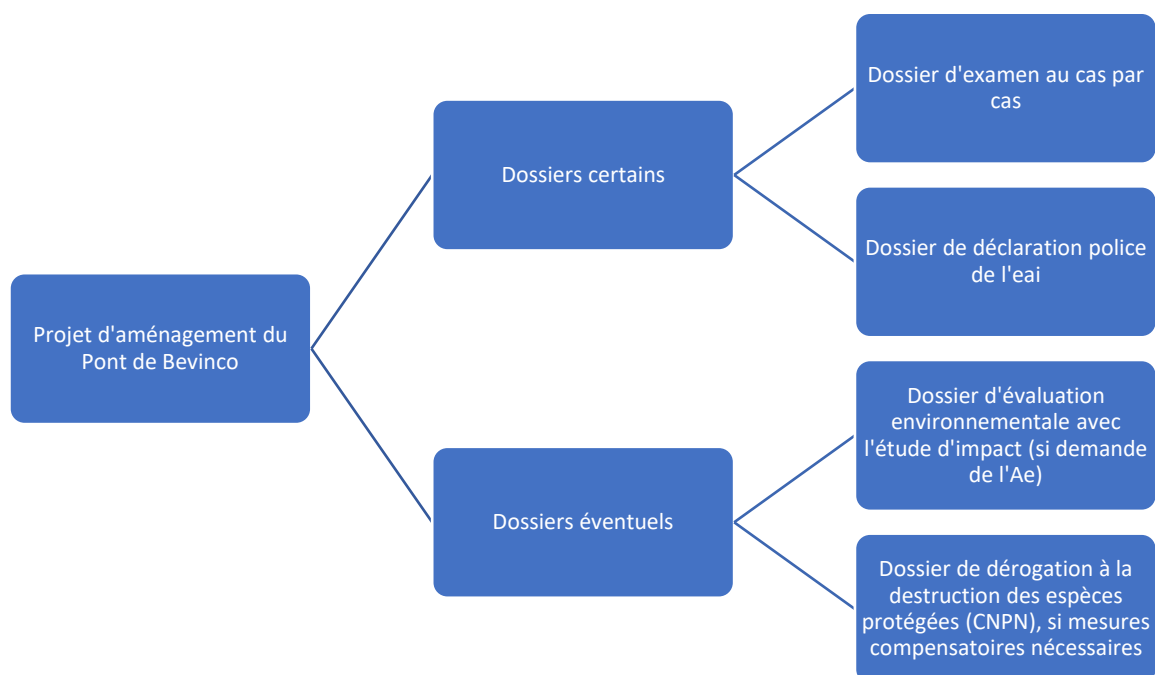


Figure 2 : Synthèse des dossiers réglementaires à suivre